Evolution du paysage audiovisuel en Algérie

D. Lamrous Amel Maitre de conférences
Université d'Alger 2
Faculté des sciences Humaines et sociales
Département de Bibliothéconomie

Résumé :

L'audiovisuel est d'une importance capitale capable de modifier les comportements politiques, sociaux, économiques et culturels de chacun de nous. Ce qui incite les Etats les plus développés à mettre en place les structures nécessaires indispensables pour la production audiovisuelle afin de préserver et de conserver leurs cultures et patrimoines. A travers, cet article, nous essayons de donner une vision globale sur les principales phases de développement de la production cinématographique et structures audiovisuelles en Algérie depuis la guerre de libération (1954-1962) à nos jours.

Mots clés :

Audiovisuel,Algérie - productin audiovisuelle -Audiovisuel (histoire,Algérie)- Entreprise audiovisuelle (Algérie)

Introduction:

Depuis 1895, date du départ de l'histoire cinématographique, l'industrie cinématographique connaît des mutations considérables et est en perpétuelle transformation. Le cinéma est passé d'un spectacle populaire, de divertissement sans importance à un grand art de spectacle lorsqu'on a commencé à faire du réalisme et de la fiction depuis le début du 20ème siècle en s'inspirant d'œuvres théâtrales, de romans célèbres et d'évènements historiques et en devenant ainsi une expression moderne par excellence qui représente l'âme populaire, indispensable à la vie que les aliments pour le corps et l'oxygène pour les poumons. En effet, son existence et sa diffusion sont aujourd'hui des impératifs. Cet art si actuel est le reflet profond de l'imagination humaine. Aujourd'hui, la majeure partie de notre information nous provient en grande partie de l'image et du son grâce à la télévision, le cinéma et la radio, devenus nos moyens familiers d'information, de culture et de distraction (1). Par ailleurs, le film permet la sensibilisation du public puisque sur le plan sociologique, la télévision est devenue un fait social d'une importance capitale, capable de modifier le comportement politique, les goûts, le marché des biens de consommation et les orientations culturelles de chacun. Par conséquent les Etats les plus grands octroient une grande importance au secteur de l'audiovisuel dans leur pays en mettant en place toutes les structures indispensables à la production audiovisuelle permettant la conservation de leurs patrimoines et leurs cultures tout en les exportant vers les autres pays et continents.

Qu'en est-il donc de l'histoire du cinéma et des structures audiovisuelles en Algérie ?

L'audiovisuel algérien : de sa naissance aux années 80

La guerre de libération a coïncidé très naturellement avec une véritable renaissance culturelle en Algérie (poésie, roman, peinture) et face au développement de ces différents arts le cinéma algérien est né presque spontanément dans les maquis.

Entre 1954-1962, nous avons assisté à la naissance d'un nouveau type de production puisque jusqu'alors les quelques films produits depuis 1895 avaient un caractère touristique. Pendant la guerre de libération, il s'agissait au départ de filmer des témoignages sur la lutte de libération en produisant d'abord des courts métrages afin de répondre aux exigences de la propagande politique et par conséquent informer l'opinion publique nationale et les jeunes générations après l'indépendance. Le cinéma algérien constituait donc une arme de premier plan pour l'éducation des masses algériennes et des réfugiés.

En outre, il avait au départ pour but de consolider la solidarité nationale pour l'immédiat et de garder des archives filmées pour ceux qui auront un jour à écrire l'histoire de la guerre d'Algérie sans se préoccuper réellement à produire des films de qualité ou d'en faire de cette production un véritable cinéma artistique (2). L'Algérie est le seul pays arabe dont le cinéma national ait été fondé les armes aux poings. D'ailleurs, certains producteurs, à qui nous rendons hommage l'ont payé de leur vie tels Mahmoud Fadel, Othman Merabet et Ali Djenaoui.

Au départ, les reportages étaient réalisés par des équipes dépourvues de formation technique et de véritables moyens financiers pour gérer ces productions (3). La réalisation aussi de ces films n'était pas basée sur un scénario et une mise en scène essentiels pour la réussite d'un film. Cependant, avec le développement des structures révolutionnaires, le FLN (Front de Libération Nationale) a commencé à former des cadres entre autres des cinéastes dans les pays socialistes en l'occurrence les réalisateurs Ali Yahia et Lakhdar Hamina qui a produit « Le Vent des Aurès ». Ils avaient pour mission de fixer avec leur caméra les séquences de la guerre d'Algérie puisque la cinématographie algérienne ne pouvait en premier que célébrer les acquis de l'histoire immédiate.

Parmi les courts métrages produits en 1959 nous pouvons citer : « le Djazairouna » réalisé par Chanderli et Hamina qui sera complété un an plus tard et s'appellera « La Voix du peuple ». Ce film fit sensation surtout dans les pays étrangers puisqu'il a permis à ces derniers de découvrir un peuple qui n'a pas perdu son élan nationaliste après 150 ans de colonisation.

Entre 1960-1961, Hamina a réalisé un autre film paru sous le titre de « Yasmina » et en collaboration avec Chanderli en 1962, il réalise « Les Fusils de la liberté » qui évoque l'histoire d'un convoi de l'Armée de Libération Nationale. A cette époque ces quatre films ont été produits collectivement sans nom d'auteur (4). Par ailleurs, les films produits tels que « L'Opium et le bâton » et « Chronique des années de braise » produit en (1966) soit après l'indépendance ou même

« Décembre » relèvent d'une conception de l'art cinématographique comme spectacle à vocation internationale au plan concurrentiel grâce au budget, aux acteurs, au nombre de figurants et aux moyens techniques mis à la disposition de Lakhdar Hamina et Ahmed Rachedi. Ces derniers ont en effet, privilégié l'aspect prestige de sorte que leur choix a plus été de leur fait que d'une orientation politique définie.

Après l'indépendance, au départ il n'y avait pas de doctrine d'orientation culturelle claire. Parfois à la confusion idéologique s'ajoutait la confusion des rôles de gestion et de création. Pour cela, on engagea la production vers le cinéma occidental en coproduisant avec la France, l'Italie et Chahine pour réaliser par exemple « La Bataille d'Alger » de Gillo Pontecorvo en 1978, « Alexandrie pourquoi? » de Youcef Chahin, et « Brancaleone aux croisades » de Mario Monicelli.

La thématique des films produits ne s'écartait en rien des sujets puisés précédemment dans la mémoire des années de guerre à l'exception de quelques productions tel que les courts métrages à savoir « La Grive de Bouguermouh (1969) » « Les Coursiers de Nacif (1966) » et les films réalisés pour la RTA (Radiodiffusion Télévision Algérienne) en 1972 dans un élan de soutien à la révolution agraire de Merbah et Tolbi.

De la révolution armée, le pays est passé à la révolution agraire, d'un cinéma nationaliste à un cinéma d'engagement socialiste, des films de prestige à des films militants. Il y a eu dissociation de la profession et de la gestion et une hésitation des secteurs de la production à définir des axes de travail prioritaires en rapport avec les orientations économiques et politiques (5).

Toujours, après la guerre, on manquait d'infrastructures (moyens techniques de laboratoires, de cameramen, d'ingénieurs et même d'acteurs compétents. Tout était à réinventer et à créer même si l'Etat considérait ce secteur mineur par rapport aux autres secteurs économiques, politiques et sociaux qui étaient prioritaires en cette période. D'ailleurs, les films et actualités hebdomadaires devaient être envoyés à Paris pour être développés et montés dans des laboratoires privés. Ce qui avait pour conséquence le coût élevé des films produits. Les responsables algériens n'entreprenaient pas de trouver des solutions sérieuses. A cette époque, le cinéma passait après d'autres projets.

Néanmoins, parmi les structures audiovisuelles qui existaient, nous pouvons citer le centre audiovisuel de Ben Aknoun dirigé par René Vautier (cinéaste français et Ahmed Rachedi formé par ce dernier) qui ne disposait que de quelques appareils de projection en 16mm. Il était chargé d'animer les ciné-clubs et de produire des films avec des moyens très limités. Parallèlement à ce centre, il existait une société privée « Casbah Film » propriété de Yacef Saadi (l'un des dirigeants de la lutte de libération) disposant de gros moyens financiers. Il a produit des films commerciaux à grand spectacle en faisant appel à des étrangers (exemple de « La Bataille d'Alger » qui remporta le lion d'or au festival de Venise en 1967.

Le troisième organisme cinématographique de l'Algérie mis en place après la révolution nationale fût les « Actualités algériennes » créée en 1963 et dirigée par Lakhdar Hamina. Ce dernier produisit de nombreux courts métrages de circonstances demandés par les différents ministères et c'est ainsi que furent réalisés de petits films

pour les services de l'éducation populaire portant entre autres sur l'alphabétisation, l'hygiène et la campagne d'assainissement.

Néanmoins, le FLN avait instauré un service de cinéma chargé de coordonner et de réaliser des films de propagande et d'explications idéologiques dont le pays avait grandement besoin. Ce service est devenu un appareil répressif de censure qui octroyait des autorisations de tournage après étude des scénarios. A cause de cette situation, le cinéma algérien s'est limité à chanter les héros de la guerre et s'est détourné des vrais problèmes politiques, économiques et sociaux-psychologiques d'une société en pleine mutation⁽⁶⁾.

D'ailleurs, aujourd'hui encore, la vision des films démontre que la quasi totalité de la production est inspirée par cette guerre et on ne décèle en profondeur aucune mutation de 1962 à 1978. Ceci est sans aucun doute le résultat d'un vécu des réalités de cette période. Parmi les productions qui furent les premières fresques du cinéma algérien, on peut citer « La Nuit a peur du soleil » de Mustapha Badie produit en 1965.

A cette époque les cinéastes algériens n'ont guère pratiqué le cinéma de studio car ils dominaient mal les plans de tournage trop souvent conçus en fonction de la chronologie du récit.

En 1964 le « Centre national de cinéma algérien » va regrouper tous les autres organismes. Il se chargera de former les cinéastes et de gérer la production cinématographique. Cette centralisation permettait de réunir les moyens financiers au niveau d'un organe central. Ce dernier était placé sous la tutelle du ministère de l'information. Ce centre contrôlait plus des $\frac{3}{4}$ de la production et de la commercialisation des films en Algérie. Il devait donc : préparer les projets de textes appelés à régir dans ses diverses branches, l'industrie cinématographique et à la doter d'un statut approprié ; décerner le visa de tout film algérien pour sa présentation sur le territoire national ou hors frontières et recevoir les autorisations exigées pour la production des films de nationalité algérienne en les transmettant avec son avis au ministre pour décision après l'étude du scénario, du plan de financement et des autres caractéristiques de production suivant le décret n° 64-261 du 31 août 1964 portant la création de ce centre.

En 1968, il est remplacé par l'ONCIC (Office nationale pour le commerce et l'industrie cinématographique) qui eu pour objectifs de : rendre la production cinématographique rentable sur le plan commercial et artistique en vendant et distribuant les films et courts métrages à caractère éducatif, scientifique et culturel produits en Algérie sur le territoire algérien et à l'étranger ; et d'assurer les opérations de développement, de montage, de synchronisation et de tirage de tout film produit en Algérie comme il est stipulé dans l'ordonnance n°67-51 du 17 mars 1967.

La nationalisation en 1969 du système de production et de distribution avait aussi pour objectif de construire un cinéma national capable de représenter la réalité algérienne dans sa totalité. Il n'en demeure pas moins qu'elle était loin d'avoir tenu ce que l'on attendait d'elle puisque 90% des programmes projetés à l'échelle nationale était accés sur la violence et le vol, donc sur des thèmes de production importée de l'étranger alors que nous savons que les conflits d'idées qui agitent nos communautés, la richesse d'imagination de notre folklore doivent être nos véritables sources d'inspiration. Néanmoins, les cinéastes ont appris depuis quelques années après l'indépendance avec leur métier à mieux appréhender les réalités et peuvent

dégager des axes de travail originaux protégés (relativement) des modes de production à l'occidentale.

Du deux 2 au quatre 4 mars 1972, les travailleurs des arts audiovisuels réunis en assemblée générale consécutive ont décidé de la création d'une union et ont dressé un sévère bilan des dix années écoulées. C'est alors que l'ONCIC a produit le premier long métrage de Mohamed Bouamari « Le Charbonnier de Sid-Ali-Massif ». Entre 1973 et 1980, l'activité de l'audiovisuel qui répondait à une politique de centralisation était essentiellement centralisée au niveau de l'ONCIC (7).

Une direction moins monolithique et une ventilation relativement aisée des moyens (tournage sur 16mm par des équipes légères) firent que la télévision devint par la suite, l'instrument d'une production rapide inspirée des problèmes ruraux et ne faisant appel qu'à un minimum d'acteurs. Nonobstant, le cinéma algérien souffrait d'un manque de rentabilité. Seulement deux films « la bataille d'Alger » et « Hassan Terro » ont été amortis.

A cette période également, l'Algérie a ratifié une convention relative à la facilité de transfert des moyens audiovisuels et des instruments techniques à caractère éducatif et scientifique (8). On observa également la naissance du CAAIC (Centre algérien pour l'art et l'industrie cinématographique) issue de la fusion d'ENAPROC (Entreprise nationale de la production cinématographique) et l'ENADEC (entreprise nationale de la distribution et exploitation cinématographique) qui aura pour mission la production, la distribution et l'exploitation de toute production filmique (9).

En 1983 fût crée l'ANAF (agence nationale des actualités filmées) qui avait pour mission de produire des journaux d'actualités filmées et de magazines ayant trait à l'actualité nationale et internationale et la coproduction dans les films documentaires (10).

Entre 1980-1988, il y a eu la restructuration des entreprises audiovisuelles en plusieurs autres entreprises (le cas de la RTA restructurée en quatre grande entreprises à savoir :

1- ENTV : l'entreprise nationale de télévision (par décret n°85-147 du 1^{er} juillet 1986). Cette entreprise a en l'occurrence pour objectifs de produire, de coproduire, d'importer et de diffuser des programmes à caractère politique, économique, culturel, social et artistique et de conclure avec toute administration intéressée, tout organisme national ou étranger, toute convention destinée à assurer la production, la coproduction et la diffusion de programmes télévisuels sur le territoire national et international.

2- ENRS : l'entreprise nationale de radiodiffusion (par décret n°85-146 du 1^{er} juillet 1986). Elle est placée sous la tutelle du ministre de l'information. Parmi ses missions essentielles nous citons la production, la diffusion, la retransmission de tous les reportages, émissions et programmes radiophoniques se rapportant à la vie nationale, régionale, locale ou internationale ainsi qu'à des questions et problèmes d'actualités. Elle contribue donc à l'élévation du niveau culturel des citoyens et à faire connaître à l'étranger par des programmes appropriés, les actions et les réalisations de l'Algérie dans tous les domaines(11).

3-ENTD : l'Entreprise nationale de télédiffusion mis en place en 1985 (par le décret n°85-118 du 1er juillet 1986 portant sa création). Cette entreprise assure le service public de télédiffusion des programmes radiophoniques et télévisuels qu'elle exerce à titre exclusif sur le territoire national et vers l'étranger.

4-l'ENPA : l'entreprise nationale de production audiovisuelle mise en place en 1987. Elle avait plus pour missions : de tracer des programmes audiovisuels de toutes natures (culturels, scientifiques...), de les produire et de les projeter au niveau des salles de cinéma et de la télévision. Autrement dit, les fonctions de l'ENPA se résumaient en : la production de films cinématographiques ou télévisuels (sous le format 16mm, 35mm, Vhs et betacam) ayant une vocation éducative, culturel et permettant aux auditeurs de se distraire et d'élargir leurs connaissances en même temps ; la participation à la promotion des produits audiovisuels ; la définition des techniques de production ; la participation à la production audiovisuelle de tout type par le biais de la coproduction avec des partenaires nationaux et internationaux, ou même par les moyens qui lui sont fournis; suivre l'évolution des techniques de production et développer elle-même ses travaux en utilisant les nouvelles technologies utilisées dans le monde audiovisuel en maîtrisant tous les processus intervenant à la production audiovisuelle (12).

A partir de 1988, avec la constitution de 1989 et la promulgation de la loi n°90-07 du 3 avril 1990 sur la libéralisation de l'information en l'occurrence, un enrichissement du paysage audiovisuel à l'issue du pluralisme politique s'est fait ressentir. L'émergence d'un nouveau paysage de l'audiovisuel devait suivre, cela n'a pas été le cas pour bien d'entreprises audiovisuelles dissoutes telle que l'ENPA en 1999, suite aux différents problèmes qu'à rencontrer l'entreprise à savoir :

- La restructuration mal planifiée et mal préparée du système audiovisuel en Algérie (crise en Algérie dans les années 80) .

- L'absence de diagnostic des infrastructures et statistiques de fonds de méthodologie et d'organisation de rigueur scientifique.

- les budgets alloués par l'Etat pour la gestion et la production audiovisuelle étaient très instables et irréguliers et même insuffisant..).

- L'insuffisance du matériel technique tels que les tables de montages, les consommables...freinaient la réalisation de films techniquement réussis.

- Les conditions politiques et économiques et sociales en Algérie (insécurité, loi du marché, la dévaluation du dinar, la baisse du prix du pétrole à cette époque, la dette extérieure croissante de l'Algérie sont autant de motifs qui ont influés directement ou indirectement sur la quantité et la qualité des films produits au sein de cet organisme et qui ont mené à la baisse des subventions multiformes(13).

L'audiovisuel en Algérie de 1990 à nos jours :

En 1990, par décret exécutif n°90-218 du 21 juillet, le conseil national de l'audiovisuel a été mis en place pour assurer entre autres les missions suivantes : proposer au chef du gouvernement les projets de textes législatifs et réglementaires devant régir les activités de production, de télédiffusion, de distribution et d'exploitation audiovisuelle ; de proposer des mesures d'ordre fiscal, douanier, financier, commercial social de nature à permettre et à faciliter les investissements dans les diverses tranches du secteur de l'audiovisuel et de participer, en concertation avec les services publics concernés, à l'élaboration des accords et programmes de coopération internationale en matière d'échange et de coproduction audiovisuelle en édictant les règles d'éthique et de déontologie des professions de l'audiovisuel. Le conseil était constitué de réalisateurs de produit sonores et visuels, de directeurs de la photographie, des chefs monteurs, des ingénieurs et par des représentants désignés par le chef du gouvernement.

Nous pouvons constater également que depuis l'indépendance, l'Algérie s'est consacrée à la mise en place de centres liés à l'audiovisuel et s'est surtout préoccupée de l'activité cinématographique entre 1962-1987 en négligeant la production scientifique ; et ce n'est qu'en 1990 que fut créé le CNAV (le centre national de l'audiovisuel) qui devait s'occuper des activités audiovisuelles dans l'enseignement supérieur. Depuis 1990 une sous-direction existe au ministère de l'enseignement supérieur ayant pour but de promouvoir et d'encourager la production scientifique et permet aussi les échanges inter-universitaires.

Malgré l'existence de toutes ces structures audiovisuelles en Algérie, elles restent insuffisantes pour relancer la production et présenter les produits de qualité au public sachant qu'en cette période le produit culturel servi via une technologie avancée devient une arme et un moyen de pénétration très redoutable. De ce fait, l'Algérie doit créer son marché extérieur dans ce domaine. Comme, il convient d'éviter les gros budgets qui rendent le film difficilement rentable, de doubler les films pour pallier au problème des langues et obtenir ainsi une meilleure commercialisation des films produits. Ce qui n'a pas été souvent le cas des productions audiovisuelles en Algérie.

Aujourd'hui, alors que la société algérienne exprime de nouveaux besoins en matière d'information, et à l'heure de la véritable révolution véhiculée par les technologies de l'information et de la communication, l'Algérie n'est pas en marge des mutations que connaît le monde et s'emploie depuis 2009 à faciliter l'action des différents organes de presse écrite et audiovisuelle tant à travers la promulgation de textes législatifs qui tiennent compte des évolutions induites par les nouvelles technologies de l'information et de la communication que par le développement de nouveaux procédés en matière de formation et d'amélioration des services. Elle tend à être au diapason des nouvelles technologies et de la numérisation qui ont cessé d'être un choix pour devenir un impératif qui impose à notre pays de travailler dans le cadre d'une vision cohérente entre tous les secteurs, de passer des systèmes classiques à la modernisation, d'accéder au tout-numérique et de combler le fossé existant à ce niveau.

De ce fait, s'agissant de l'audiovisuel, il est proposé en septembre 2011 par le conseil des ministres, la création d'une autorité de régulation, qui en aura la charge. L'ouverture de l'activité audiovisuelle est proposée ainsi sur la base d'une convention qui sera conclue entre la société algérienne de droit privé concernée et une autorité de régulation de l'audiovisuel, validée par une autorisation délivrée par les pouvoirs publics. Une loi spécifique, relative à l'audiovisuel, viendra en 2014 compléter la régulation dans ce domaine.

C'est ainsi que la mise en œuvre de la TNT en Algérie a commencé en 2009 et doit être clôturée en 2015, au plus tard en 2020. Elle doit se réaliser sur la base de six chaînes TV par multiplex et l'Algérie a bénéficié d'un plan de fréquences qui prévoit de six à huit multiplex par site ; d'où la possibilité technique de diffuser jusqu'à 48 chaînes TNT par site. Ceci est prometteur d'un appétit audiovisuel jamais égalé jusqu'à présent.

La télévision numérique terrestre est donc incontournable compte tenu des échéances imminentes du basculement indubitable de l'analogique au numérique et le basculement vers le tout numérique est une action éminemment complexe et les enjeux qu'il suppose sont cruciaux à un tel point que cela nécessite la mobilisation de tous les professionnels de la communication pour asseoir un paysage audiovisuel exemplaire (14).

Depuis février 2014, le projet de loi relatif à l'activité audiovisuelle autorisant la création de chaînes de télévision et de radio thématiques avec l'intégration d'émissions et de programmes d'information a été adopté⁽¹⁵⁾. Le texte vise la refondation du paysage audiovisuel national articulée autour des missions de service public. Il assure que "la pérennité" du service public ne peut être garantie que par un secteur public "performant, capable d'offrir à la société dans toutes ses composantes des programmes innovants et de qualité". Ainsi, il est précisé que pour réaliser de tels objectifs et "préserver" le service public de la communication audiovisuelle de "déviations toujours possibles", il est créé une instance indépendante, dénommée "autorité de régulation de l'audiovisuel (ARAV)". L'ARAV sera dotée de toutes les prérogatives lui permettant de contrôler la conformité à la loi des différents aspects de l'exercice de l'activité audiovisuelle et de mettre en œuvre son pouvoir de régulation" (16).

Elle sera chargée notamment de veiller au libre exercice de l'activité audiovisuelle, de veiller à l'impartialité du secteur public de l'audiovisuel et au respect de l'expression plurielle des courants de pensée et d'opinion dans les programmes des prestations de diffusion radiophonique et télévisuelle tout en étant supposée être une instance indépendante.

L'Arav comprend cinq membres désignés par le président de la république, ainsi que quatre membres non parlementaires proposés par le président du Conseil de la nation et par le président de l'APN. Aucun membre n'est choisi par ses pairs des médias ; et c'est ce qui attesterait, selon certains, d'une volonté du pouvoir de verrouiller l'expression démocratique et plurielle (17).

L'Algérie a besoin aujourd'hui, de nouvelles méthodes de travail et de nouveaux outils, des compétences requises ainsi que d'une mission et d'objectifs clairs pour assurer une meilleure efficacité dans le domaine de l'audiovisuel. C'est ainsi qu'il sera possible pour elle d'aborder une nouvelle étape pour essayer d'être la référence dans l'adaptation à la technologie et l'innovation en matière de médias.

Bibliographie/webographie :

- 1- Planque, Bernard. Montages audiovisuels. Paris: Il de France, 1967. p.14-131.
- 2- Boudjedra, Rachid. Naissance du cinéma algérien. Paris : François Maspero, 1971, p.45-50.
- 3- Cluny, Claude Michel. Dictionnaire du cinéma arabe. Paris : Sindbad, 1978, p.359- 374.
- 4- Boudjedra, Rachid, op.cit.p.46.
- 5- Boudjedra, Rachid, op.cit., p.51-65.
- 6- Amiar, Yousef. Le Film scientifique en Algérie. Alger, 1991, p.13-16
- 7- Ordonnance n°74-38 du 20 mars 1974 portant ratification de la convention relative à la facilité de transferts des moyens audiovisuels.
- 8- Audiovisuel: l'année de la réorganisation .In: Culture société, n°44, janv.1988, p.8-9.
- 9 - Décret n°83-67 du 19 novembre 1983 portant création de l'ANAF.
- 10-Lamrous, Amel. Bibliographie sur l'audiovisuel en Algérie : articles de périodiques, monographies, thèses mémoires et congrès, Alger, 1993.
- 11-Décret n°86-149 du 1 juillet 1986 portant création de l'ENPA.
- 12- Lamrous, Amel.La production audiovisuelle en Algérie : cas de l'ENPA, 1998 .
- 13-Beddiar,Tahar. Quelques éléments pour une stratégie d'ouverture de l'audiovisuel en Algérie .Disponibile sur : www.eldjazaircom.dz , consulté le 20/03/2014.
- 14- SMATI, Said .Projet de loi sur l'audiovisuel : une ouverture contrôlée. Disponible sur : www.liberte-algerie.com, consulté le 19/03/2014.
- 15-Djama, Younes .L'APN adopte la loi audiovisuelle algérienne en maintenant le flou sur le concept de chaines thématiques. Disponible sur : www.maghrebmergent.com, consulté le 28/01/2014.
- 16- Ali El HADJ, Tahar. Loi sur l'audiovisuel :un texte pour une avancée politique et technologique. Disponible sur :www.liberte-algerie.com, ,consulté le 15/02/2014
- 17- Ali El Hadj,ibid.